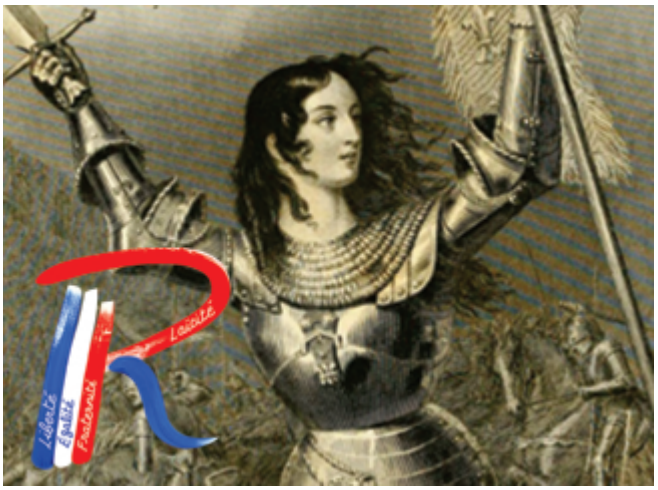
Le cancer social provoqué par l'islam : exemple de la Belgique, par Jarczyk

écrit par Jarczyk | 13 août 2014



La cancérisation sociétale provoquée par l'islam et tous ses affidés (responsables politiques, journalistes, hommes d'églises…) peut tout aussi bien être assimilée à un viol : celui des peuples qui ont bâti la civilisation européenne : cette
incroyable violence infligée à nos sociétés occidentales, passe de moins en moins inaperçue et pourtant, la passivité des peuples reste encore tragiquement omniprésente dans une Europe amollie par des décennies de consumérisme et divertissements de toute nature , mais aussi et surtout par tous les détournements idéologiques auxquels elle a succombé et a l'envahissement progressif, de sa population d'origine, par d'autres ,d'origine arabo-musulmane porteuses d'une grande vitalité et à la religion conquérante qu'est l'islam : regardons par exemple, ce qui se passe en grande Bretagne, mais surtout en Belgique, véritable « Etat laboratoire » de nos sociétés en devenir..(.L'alimentation -et c'est une raison que l'on ignore encore totalement, joue un grand rôle dans la passivité intellectuelle ou de l'agressivité de certaines populations et de leur promptitude à leur asservissement – spirituellement parlant.)

Source : http://www.gatestoneinstitute.org/3692/belgium-erasing-christianity

Sous couvert d'abandon des fêtes chrétiennes, un texte dérogatoire octroie aux musulmans le droit d'ajouter des jours fériés islamiques supplémentaires…. Six sénateurs belges ont introduit un projet de résolution au Parlement belge faisant de l' «islamophobie» un crime passible d'amendes et d'emprisonnement. Une personne serait considérée coupable si elle «estime que l'islam est violent, constitue une menace ou est le vecteur du terrorisme … » ou si elle « considère que l'islam est une idéologie politique, utilisée à des fins politiques et militaires pour établir son hégémonie. » Si elle est adoptée, cette loi porterait un coup dévastateur à l'exercice de la liberté d'expression en Belgique.

La Wallonie, la région francophone du sud de la Belgique, a officiellement rebaptisé les quatre grandes fêtes chrétiennes du calendrier scolaire belge avec des noms profanes.

Les détracteurs du mouvement disent qu'il reflète un effort continu de la part des politiciens Belges pour éliminer le christianisme de la vie publique afin d'accueillir une population musulmane en plein essor.

La Communauté francophone de Belgique – qui a ses propres institutions, son parlement et son gouvernement, et a compétence sur les cinq provinces wallonnes ainsi que sur la population francophone de Bruxelles dans les domaines de l'éducation et de la culture – a adopté un décret-cadre qui établit formellement des nouvelles dénominations sécularisées dans un esprit de «simplification administrative».

Comme le rapporte le journal de centre-droit La Libre le 26 Mars, les calendriers scolaires au sein de la communauté francophone de Belgique vont utiliser de manière permanente la terminologie suivante: la fête chrétienne précédemment connue sous le nom de Toussaint (Congés de Toussaint) sera désormais désignée comme les Vacances d'automne; les Vacances de Noël se transforment en Vacances d'hiver; Les Vacances de

Carême (Congés de Carnaval) passent à Congés de repos et de détente et Pâques (avec ses Vacances de Pâques) devient désormais les Vacances de Printemps.

Bien que ces appellations sécularisées aient été utilisées de façon intermittente au cours des années passées, le nouveau décret officialise leur utilisation sur une base permanente.

Le passage à « la dé-christianisation » des vacances chrétiennes a été vertement critiqué par ceux qui s'opposent à la propagation inexorable du multiculturalisme en Belgique.

L'opposition la plus virulente vient en partie du Mouvement Réformateur (MR), une alliance de quatre partis de centre-droit qui, ensemble, constituent la plus grande formation politique libérale classique dans la Communauté francophone de Belgique.

Le Chef de file du MR Françoise Bertieaux a accusé le ministre wallon de l'Education, Marie-Dominique Simonet, de se plier aux exigences des musulmans au détriment des chrétiens. «La Ministre Simonet veut mettre la religion [le christianisme] à la porte, mais le nouveau décret ouvre effectivement la voie à une religion [l'islam] qui passe par la fenêtre. Sous couvert de lâcher la religion et la tradition chrétienne, ce texte réintroduit de nouveaux jours de vacances pour les autres religions [l'Islam]. MR déplore fermement cette nouvelle formule », a déclaré Bertieaux.

Selon Bertieaux, l'article 9, paragraphe 3, du nouveau décret prévoit pour les musulmans une mesure dérogatoire qui leur permettrait d'ajouter des fêtes religieuses islamiques au calendrier scolaire officiel.

Le coup de balai en Wallonie intervient juste quelques mois après que les responsables de la ville de Bruxelles aient troqué le traditionnel arbre de Noël sur la place centrale gothique de la ville contre une structure politiquement correcte de l'art minimaliste abstrait.

Des opposants ont accusé le maire socialiste de Bruxelles, Freddy Thielemans, de déclarer la guerre à Noël et d'installer la structure

de lumière «multiculturelle» pour ne pas « offenser » la population musulmane croissante de la ville.

Historiquement, un sapin de 20 mètres de haut, prélevé dans les forêts des Ardennes a traditionnellement orné la place principale de la ville, la Grand-Place. En 2012, cependant, il a été remplacé par une structure lumineuse de 25 mètres de haut, un emboîtement de cubes lumineux de style futuriste . En outre, le traditionnel marché de Noël dans le centre de Bruxelles a été rebaptisé « Plaisirs d'Hiver 2012. »

Le cabinet du maire, où plus de la moitié des onze conseillers municipaux de la ville sont soit musulmans soit socialistes, ou les deux, a déclaré que le nouveau concept décoratif abstrait – qui a coûté en tout aux contribuables de Bruxelles, 44,000 €, au lieu des 5,000 € pour l'arbre traditionnel – fait partie d'un thème de célébration de la «lumière».

Le Conseiller municipal Philippe Close a déclaré que le but était de montrer le caractère « avant-gardiste » de Bruxelles en mêlant modernité et tradition pour produire quelque chose de nouveau et de différent.

Mais Bianca Debaets, une conseillère municipale de Bruxelles du parti flamand démocrate – chrétien, a fait part au journal flamand Brussel Nieuws de sa conviction que c'est bien un conflit de sensibilités religieuses musulmanes qui a incité le Conseil municipal de Bruxelles à mettre en place la sculpture de lumière.

«Je soupçonne que la référence à la religion chrétienne a été le facteur décisif dans le remplacement de l'arbre», a déclaré Debaets. «Pour beaucoup de gens qui ne sont pas chrétiens, l'arbre constitue une offense. Quelle sera la prochaine victime? Est-ce que tous les oeufs de Pâques devront être interdits à Bruxelles car ils se réfèrent à Pâques? »

Dans une interview à la BBC (BBC News), Erik Maxwell, un résident de Bruxelles, a déclaré: « Nous pensons que l'arbre a été mis en place pour des raisons culturelles. Un arbre c'est pour Noël et pour les chrétiens, mais maintenant il y a beaucoup de musulmans ici à

Bruxelles. Donc, pour éviter les discussions ils ont juste remplacé l'arbre par une série de cubes! »

Malgré tant d'efforts pour faire de la Belgique un lieu de convivialité pour l'Islam, de nombreux musulmans, s'estiment toujours exclus de la société belge.

Selon un nouveau sondage auprès de la jeunesse musulmane en Flandre, la moitié nord néerlandophone de Belgique, seulement 30% des hommes musulmans âgés de 15 à 25 ans se sentent acceptés par la société flamande. Ce chiffre tombe à 25% pour les femmes musulmanes dans le même groupe d'âge.

L'enquête, qui a été publiée par le quotidien Gazet van Antwerpen, le 19 Avril, montre que 60% des jeunes musulmans pensent qu'ils ne seront jamais intégrés dans la société belge. Une sur trois des personnes interrogées affirme qu'elle a été victime de discrimination à l'école, et une sur cinq dit avoir été victime de discrimination au travail. Plus de 50% disent avoir été victimes de racisme. Bien que 93% des individus interrogés soient de nationalité belge, 42% d'entre eux disent qu'ils se considèrent comme des étrangers.

Les résultats sont pratiquement inchangés par rapport à une enquête similaire menée en 2005, et impliquent que des années d'efforts du gouvernement pour faire de la Belgique un pays encore plus multiculturel ont été inopérantes pour changer l'esprit de la jeunesse musulmane.

Selon le ministre flamand de l'Intégration, Geert Bourgeois, les jeunes musulmans doivent travailler davantage et se plaindre moins. « Que tant de jeunes se sentent victimes de discrimination et ne se sentent pas acceptés est un signe que notre société a encore beaucoup de travail à faire. C'est en réalité une histoire entre 'nous et eux'. Comme société, nous pouvons et nous devons encore faire un effort supplémentaire, mais inversement, les jeunes musulmans devraient faire plus aussi. Peut-être qu'une recherche inversée montre que nous pensons simplement que les jeunes musulmans ne s'intègrent pas parce qu'ils ne veulent pas s'intégrer», dit Bourgeois.

Néanmoins, si on laisse faire les multiculturalistes belges, exiger des musulmans qu'ils en fassent plus pour mieux s'intégrer dans la société belge, pourrait bientôt devenir une infraction pénale.

En Février, six sénateurs belges (trois d'entre eux sont musulmans) ont présenté un projet de résolution au Parlement fédéral belge qui ferait de l'«islamophobie» un crime passible d'amendes et d'emprisonnement.

Le projet de résolution – qui, entre autres objectifs, vise à assimiler «l'islamophobie» à l'antisémitisme – est audacieux dans sa portée et s'il est adopté, il porterait un coup dévastateur à l'exercice de la liberté d'expression en Belgique.

Selon les auteurs de la résolution, une personne serait coupable d'islamophobie si il ou elle:
• considère l'islam comme un simple bloc monolithique, fermé et statique, incapable de s'adapter à des situations nouvelles;
• considère l'islam comme 'à part et différent', sans objectifs communs ni valeurs partagées avec d'autres cultures, à l'écart des influences des autres cultures et sans influence sur les autres cultures;
• considère que l'islam est inférieur en Occident, de nature barbare, irrationnelle, primitive et sexiste;
• considère que l'islam est violent, constitue une menace, apporte son concours au terrorisme, et qu'il est activement engagé dans un 'choc des civilisations';
• considère l'islam comme une idéologie politique, utilisée à des fins politiques et militaires pour établir son hégémonie;
• rejette d'emblée toute critique faite par l'Islam de 'l'Occident';
• Montre de l'hostilité envers l'islam pour justifier la discrimination et l'exclusion sociale des musulmans;
• Accepte l'hostilité envers les musulmans comme naturelle et normale.

Cette définition de l'islamophobie, qui s'appuie sur un rapport de 1997 publié par le Trust Runnymede dont le siège est à Londres, aurait pour effet d'interdire toute discussion critique de l'islam en Belgique sous couvert de la lutte contre le racisme.

Le projet de résolution a indigné les militants de la liberté d'expression, qui exigent un examen public plus approfondi de ce qu'ils considèrent être une mesure 'draconienne' contraire aux valeurs démocratiques libérales. Les auteurs du projet de loi, quant à eux, campent sur leurs positions.

Dans une interview avec le quotidien Le Soir, le sénateur de Wallonie, Richard Miller, accuse les pourfendeurs de la résolution de faire dire au projet des choses qu'il ne dit pas.

Miller, un membre de ce même Mouvement Réformateur qui a accusé d'autres hommes politiques belges de se plier aux exigences des musulmans, affirme que cette mesure ne vise pas à interdire la critique de l'islam, mais seulement à « lutter contre ceux qui utilisent souvent une variété d'arguments, qui ont pour effet de créer un malaise au sein de la population musulmane. »

Soeren Kern est Senior Fellow du Gatestone Institute de New-York et du Groupe Européen d'Etudes Stratégiques de Madrid.

Je ne doute pas une seconde que le verdict prononcé à l'encontre de la Présidente de Résistance Républicaine, Christine Tasin serve de test pour les laborantins européens de la « nouvelle société »…islamisée, dans la droite ligne du Trust cité plus haut !!!

D'un tel viol, quel » être social » peut-il naître ?
Nous avons connu le monstre du nazisme…Et le voici qui se réincarne dans l'islamisme, prêt à détruire une Europe qui ne sait même plus qui sont ses pères et ses mères et qui se jette dans les bras d'une religion mortifère : l'islam: le voilà le combat d'Eros contre Thanatos !
Quand nous parlons de « forces obscures »….Avons nous vraiment conscience de ce à quoi nous avons à faire là ?

Jarczyk